

Une défense des droits de l'Homme sans concession



Écrit par **Nicolas Léonard**

Publié The 10.12.2020 • Édité The 11.12.2020



Le respect des droits des personnes qui résident dans des maisons de repos en cette période de crise sanitaire fait, entre autres, l'objet de toute l'attention de la CCDH. (Photo: Shutterstock)

Profitant de la Journée internationale des droits de l'Homme de ce 10 décembre, la Commission consultative des droits de l'Homme a dressé un état des lieux de son action menée au Luxembourg depuis 20 ans. Très peu de sujets de société échappent à son attention.

Quand on évoque les droits de l'Homme, on pense presque de suite aux civils victimes de conflits armés, souvent à l'autre bout du monde, aux restrictions de liberté dans des pays où la démocratie n'est qu'une illusion... On a évidemment en tête ces migrants qui ont tout quitté chez eux pour tenter de trouver un avenir meilleur ailleurs. On songe aussi au travail imposé à des enfants, à l'indépendance de la justice malmenée dans des États de l'Union européenne, aux membres de la communauté LGBTI traqués, malmenés, parfois torturés et tués pour leur différence...

Et au Luxembourg? « Jamais il n'a été autant question des droits humains dans notre pays », souligne Gilbert Pregno, président de la Commission consultative des droits de l'Homme

(CCDH). « Cela pourrait être l'expression d'une régression, les droits étant moins respectés. Mais on peut aussi y voir le résultat d'une plus grande sensibilité à ces questions, aux enjeux. Ce qui est le fruit du travail des ONG, mais aussi des citoyens. »

Un chien de garde qui sait montrer les dents

C'est sans aucun doute aussi le résultat du travail de la CCDH. Née il y a 20 ans sous l'impulsion de Nic Klecker, elle s'est depuis installée dans le paysage institutionnel. Indépendante même si un lien administratif existe avec le ministère d'État, son champ d'action est large. « Notre mission est de conseiller le gouvernement et, par ricochet, aussi notre parlement, pour toutes questions de portée générale qui concernent les droits de l'Homme sur le territoire du Luxembourg. En nous adressant directement à l'opinion publique, via les médias, nous rendons aussi publics nos avis et recommandations. C'est par ce biais que la CCDH réalise un autre objectif, qui est de promouvoir les droits humains dans notre pays», explique encore Gilbert Pregno.

Deux évidences se dégagent. Tout d'abord, les avis rendus – que la CCDH ait été saisie d'un dossier, ou l'ait fait de sa propre initiative – sont de plus en plus nombreux. En 20 ans, 115 ont été publiés. Trois seulement entre 2000 et 2003, mais 13 pour la seule année 2020. C'est là le résultat d'une « professionnalisation » de la CCDH, qui, composée de 21 membres bénévoles, peut s'appuyer sur un secrétariat de spécialistes en droits humains et de juristes. Ce qui, ensuite, seconde évidence, fait que les avis rendus sont de plus en plus incisifs et argumentés. Celui émis tout récemment sur le Plan d'action national pour une égalité entre les femmes et les hommes en témoigne. « Ce plan ne constitue qu'un assemblage d'idées et d'actions déjà en place ou reconduites. On y cherche en vain une véritable stratégie, de même qu'une analyse sur les causes des inégalités structurelles fondées sur le genre, surtout dans les domaines de la violence, du travail et de l'emploi », peut-on y lire dans une analyse sans concession de deux pages.

Chien de garde des droits humains, la CCDH sait aussi montrer les dents quand il le faut. Et grogner de mécontentement.

« Tant que nous nous inquiétons, nous gardons de l'espoir. »
Gilbert Pregno, président, CCDH

Évidemment, les thèmes traités par la CCDH sont variés: protection des données, questions en lien avec la sécurité intérieure, expulsion des étrangers en situation irrégulière... D'autres sont d'une actualité brûlante. La CCDH prépare ainsi son troisième rapport sur la traite des êtres humains. La question du respect des droits de l'Homme au sein des entreprises continue à susciter une grande vigilance, tout comme la protection de la jeunesse ou l'égalité des genres. Le respect des personnes en situation de handicap occupe, de même, la commission en permanence, tout comme les questions liées à l'immigration, l'accueil des réfugiés. Un document sur la bioéthique est en cours de préparation.

Et la crise sanitaire? La CCDH y est aussi attentive . Le débat autour des hospitalisations forcées avait ainsi suscité ses critiques. Mais, surtout, « nous nous sommes rendu compte que ce sont les personnes qui ont déjà été discriminées qui ont dû porter le plus lourd fardeau », développe Gilbert Pregno. Interpellé, notamment, par les droits de ceux et celles qui résident dans des maisons de repos « avec parfois des situations tout à faire révoltantes ». Mais il y a aussi « les personnes isolées ou qui vivent dans la précarité, les familles monoparentales, les victimes de violence domestique... »

Les sujets d'inquiétude ne manquent donc pas. « Mais tant que nous nous inquiétons, nous gardons de l'espoir. Même si les droits humains peuvent être considérés comme une sorte d'utopie ou folie, il faut imaginer qu'ils sont raisonnables. Ils représentent un certain nombre de valeurs, dont la pierre angulaire est celle de la dignité qui est rattachée à tout être, une valeur non négociable », conclut Gilbert Pregno.

Menschenrechte: CCDH zieht Bilanz

Angesichts der Pandemie stellt die CCDH eine Schwächung in puncto Menschenrechte fest. Obwohl es ihrer Ansicht nach viel zu tun gibt, zeigte sie sich am Donnerstag anlässlich einer Pressekonferenz optimistisch.



... à la liberté et à la sûreté de sa personne.

© ccdh.lu

Am Donnerstag zog die konsultative Menschenrechtskommission (CCDH) der Presse gegenüber Bilanz über die nationale Lage in puncto Menschenrechte. „In den letzten Jahren wird verstärkt über Menschenrechte gesprochen. Ich denke, das liegt dran, dass es ein größeres Bewusstsein dafür gibt“ Das stimme ihn optimistisch, so der Präsident der Menschenrechtskommission, Gilbert Pregno.

Dennoch bleibt noch viel zu tun. Bei ihrem Jahresrückblick erwähnte die CCDH ihre im Januar geäußerte [Kritik an einem großherzoglichen Reglement](#), das den Umgang mit geflüchteten unbegleiteten Minderjährigen regelt. Beanstandet wurde vor allem die Zusammensetzung der Commission consultative de l'intérêt des mineurs non accompagnés. Die CCDH fordert, dass, anders als bisher, die Evaluation von einem multidisziplinären, neutralen und unabhängigen Organ durchführen zu lassen, und zu diesem Zweck auch nicht-staatliche und zivilgesellschaftliche Akteur*innen einzubeziehen. Die Menschenrechtskommission kritisiert zudem, dass im Reglement keine Kriterien festgehalten wurden, die es bei der Evaluation des besten Interesses eines unbegleiteten Minderjährigen zu berücksichtigen gilt.

Im März dann veröffentlichte die CCDH eine [Stellungnahme bezüglich dem Familiennachzug bei anerkannten Flüchtlingen](#). In diesem forderte sie unter anderem eine flexiblere Definition von Familie und eine Anpassung der Fristen. Kinder, so die CCDH weiter, dürften nur dann von ihren Eltern getrennt werden, falls dies im besten Interesse ersterer sei.

Auch mit dem Bereich der Inklusion befasste sich die CCDH im Jahr 2020. Im Juli veröffentlichte sie gemeinsam mit dem CET und dem Ombudsman einen offenen Brief, in dem von [beunruhigenden Praktiken in luxemburgischen Strukturen für Menschen mit Behinderung](#) die Rede war. In diesem Kontext wurde auch eine Ausweitung der Kompetenzen des Ombudsman gefordert.

Ein weiterer wichtiger Aktivitätsbereich waren die Stellungnahmen, die die CCDH zu den Covid-Gesetzen vorlegte. In Bezug auf das aktuell geltende hatte sie im November die [Verhältnismäßigkeit und Berechtigung der Maßnahmen hinterfragt](#). In diesem Kontext erinnerte Pregno am Donnerstag an die besonders schwierige Lage, in der sich zurzeit Menschen befinden, die auch schon vor der Pandemie in prekären Verhältnissen lebten: Menschen, die auf der Straße oder in menschenunwürdigen Unterkünften wohnen, Einelternfamilien, Opfer häuslicher Gewalt, Asylsuchende, Menschen ohne Zugang zu medizinischer Versorgung.

Eine anhaltende Forderung der CCDH ist die nach einer [gesetzlichen Verankerung des „Devoir de vigilance“](#). Dadurch soll vermieden werden, dass in Luxemburg ansässige [Unternehmen Menschenrechtsverletzungen begehen](#). Zurzeit verfügt Luxemburg diesbezüglich lediglich über einen Aktionsplan, das reicht in den Augen der CCDH jedoch nicht aus. Der Presse gegenüber sprach Gilbert Pregno gestern von einem „gebremsten Fortschritt“: „Es wird behauptet, dass etwas geschieht, ohne dass dies wirklich der Fall ist“. 2019 hatte die CCDH in einer Stellungnahme präzise und verbindliche Maßnahmen gefordert.



© Maria Charitou/flickr.com

Einen Ausblick auf das kommende Jahr gab die Menschenrechtskommission gestern ebenfalls. So sei zurzeit eine Stellungnahme über Bioethik in Ausarbeitung. Luxemburg sei eines der einzigen Länder, die über kein entsprechendes Gesetz verfügen, so Noémie Sadler, Vizepräsidentin der CCDH. Mit der Stellungnahme hoffe man, einen gesellschaftlichen Diskurs über diese Thematik anzustoßen, die unter anderem Aspekte wie Leihmutterschaft und künstliche Befruchtung umfasst.

Außerdem in Ausarbeitung: eine Stellungnahme bezüglich Menschenhandel in Luxemburg. In den vorherigen beiden Berichten, die jeweils [2017](#) und [2019](#) veröffentlicht wurden, hatte die CCDH viel zu bemängeln: eine inkohärente und unvollständige Datenlage, mangelnde Sensibilisierung zuständiger Akteure, und das generelle Fehlen einer konkreten Strategie im Kampf gegen Menschenhandel. Mittels dieser dritten Stellungnahme soll festgestellt werden, ob es diesbezüglich mittlerweile Fortschritte zu verzeichnen gibt.

D'Regierung soll sech méi engagéieren

Vum Tim Morizet (Radio)|Update: 10.12.2020 19:46



D'Lëscht vu Verstéiss géint déi europäescher Wäerter ass laang, esou de Gilbert Prego, President vun der Lëtzebuenger Mënscherechtskommissioun.

Et misst ee feststellen, datt d'EU de Vaccin géint d'Infractions vun de Mënscherechter nach net fonnt hunn, esou de Gilbert Prego, President vun der CCDH, der Lëtzebuenger Mënscherechtskommissioun. D'EU misst d'Heemescht si vun de Mënscherechter a sech an den Déngscht vun der Rechter vun der Allgemengheet setzen.

D'Regierung soll sech méi engagéieren

Kritik gouf et Richtung EU fir den Ëmgang mat Länner ewéi Polen an Ungarn: „D'Justiz ass net méi onofhängeg, d'Fräiheet vun der Press gétt net respektéiert, d'Rechter vun de Frae ginn op eng skandaléis Manéier regresséiert. D'LGBTQI+ Communautéit verléiert all hier Rechter.“

D'Lescht vun de Verstéiss, déi géint déi europäescher Wäerter ginn, ass laang, esou de Gilbert Prego. Hei erhofft ee sech virun allem eng séier an adequat Reaktioun op déi sozial Problematiken am Oste vum europäesche Kontinent. D'EU wier net nëmmen en Espace fir d'Ekonomie.

Och de Mënschenhandel, dee säi Wee längst op Lëtzebuerg fonnt huet, géif weider Suerge maachen. D'Situatioun zu Lëtzebuerg wier oniwiersiichtlech: „Mir kréie keng uerdentlech Statistiken. Dat ass erstaunlech, awer leider Realitéit. Da fanne mer och,

datt d'Police an déi Servicer, déi sech ëm d'Affer vu Mënschenhandel këmmere, datt déi net genuch Mëttelen hunn.“

Et wier ee sech iwwerdeems eens mat vill anere Lëtzebuerger ONGen, datt och am Grand-Duché e Gesetz gebrauch gëtt, fir d'Kontroll vun de Mënscherechter bei Entreprisë mat Sëtz zu Lëtzebuerg ze garantéieren. Ze dacks géifen et an de Liwwerketten zu Verstéiss kommen, respektiv onethesche Praktiken: *„D'Regierung soll sech e bësse méi engagéieren. Si sinn den Ament ganz op der Säit vun den Entreprises an d'Mënscherechter wierke grad e bëssen ewéi Weesekanner an dëser Geschicht. A sou wei dat den Ament leeft, nennen ech e gebremste Fortschrëtt. Et gëtt ëmmer gesot, datt eppes gemaach gëtt, awer esou richteg gemaach, gëtt dann awer näischt.“*

Et géif een de Wëlle vun der Regierung, fir e Sëtz am UNO-Conseil vun der Mënscherechter ze kandidéieren, ënnerstëtzen, awer net ofhängeg vun der Ëmsetzung vun esou engem Gesetz maachen, esou de CCDH.

Et fuerdert een d'Regierung iwwerdeems op, eng systematesch extern Kontroll vu private Strukturen, fir zum Beispill Leit mat enger Behënnerung, en Place ze setzen. D'Kompetenz vum Ombudsman soll erweidert ginn an iwwert déi öffentlech Instanzen eraus kënnen intervenéieren. Et wier en Usporn néideg, fir d'Mënscherechter konstant och an esou Institutiounen kënnen ze garantéieren, ouni awer Police ze spillen, esou nach d'Mënscherechtskommissioun en Donneschdeg de Muere virun der Press. D'CCDH feiert dëst Joer schon hiren 20. Anniversaire.

Droits humains : des valeurs non négociables, rappelle la CCDH

Dans Politique-Société Mis à jour le 13/12/20 18:44 | Publié le 11/12/20 10:45



Gilbert Pregno : « Les jeunes qui n'ont pas été en conflit avec la loi ne pourront plus être incarcérés à l'unité de sécurité du Centre socio-éducatif de l'État à Dreiborn. » (archives Tania Feller)

La question des droits humains n'aura jamais été aussi prégnante que lors de la crise actuelle. Depuis 20 ans, la Commission consultative des droits de l'homme (CCDH) veille à leur respect.

La philosophie autour des droits humains existe depuis l'Antiquité, pourtant ils sont encore couramment bafoués, et ce, malgré la fameuse Déclaration universelle de 1948 qui les précise. Les femmes sont des objets, les enfants, des soldats, le genre et les idées sont meurtriers : le handicap, l'âge, la race ou l'origine étant sources de discrimination, la vie parfois ne vaut rien. Mardi, à la presque veille de la journée mondiale des Droits de l'Homme ou humains, l'Union européenne s'est dotée d'un régime mondial de sanctions, « une initiative historique montrant combien l'Union européenne est déterminée à renforcer son rôle dans la lutte contre les graves violations et atteintes dans le domaine des droits de l'homme dans le monde », peut-on lire sur son site internet.

Pendant ce temps-là, au Luxembourg, la Commission consultative des droits de l'Homme (CCDH) aurait dû fêter ses vingt ans, mais le Covid-19 est venu faire une croix sur les festivités. Sur Zoom, Gilbert Pregno, le président de la CCDH, a salué jeudi l'initiative européenne et attend impatiemment que les dirigeants chinois, polonais et hongrois goûtent à ce nouvel instrument. Il se félicite que les droits humains soient de plus en plus thématiques au Luxembourg et que la commission fondée par Nic Klecker soit de plus en plus consultée par le gouvernement. Depuis sa création, elle a émis 115 avis sur des sujets aussi variés que la réforme pénitentiaire, la protection des données, l'hospitalisation sans consentement de personnes atteintes de troubles mentaux, l'expulsion et le refoulement du territoire des étrangers en situation irrégulière, la prostitution, l'interruption volontaire de grossesse ou encore l'éducation aux droits de l'Homme. Des chevaux de bataille parmi tant d'autres.

Actuellement, la commission prépare un document sur la bioéthique qui décortique les questions liées à la procréation médicalement assistée et à la gestation pour autrui, entre autres, ainsi qu'un troisième rapport sur la traite des êtres humains dans lequel elle soulève les progrès faits en matière de lutte, mais également l'absence de statistiques fiables permettant de mesurer l'ampleur du phénomène et le manque de ressources humaines des services d'assistance et de la police.

Les questions de droits humains s’immiscent jusque dans les entreprises. « Les respectent-elles ? Nous souhaiterions que le gouvernement s’engage davantage en la matière au lieu de soutenir les entreprises. Nous nous sentons abandonnés et ne pouvons que supposer que les entreprises contrôlent leurs chaînes de valeurs », indique Gilbert Pregno, qui évoque un « progrès freiné » de la part du gouvernement : « On dit qu’on va prendre les choses en main et pourtant, on ne le fait pas vraiment. »

Protection des plus vulnérables

D’autres sujets préoccupent la commission de manière constante comme la protection de la jeunesse par exemple, les personnes handicapées qui continuent de dénoncer des comportements indignes à leur égard ou les politiques d’accueil et d’asile. En matière de protection de la jeunesse, la CCDH se réjouit que « le nouveau projet de loi fasse la différence entre les mesures destinées aux mineurs en détresse ou en danger et les mesures s’adressant aux mineurs en conflit avec la loi ». « Les jeunes qui n’ont pas été en conflit avec la loi ne pourront plus être incarcérés à l’unité de sécurité du Centre socio-éducatif de l’État à Dreiborn », explique Gilbert Pregno, tout en précisant que « la future loi devra aussi prévoir un âge minimum pour la privation de liberté d’un mineur » afin, entre autres, de mieux garantir les droits fondamentaux et procéduraux des mineurs.

L’asile, l’immigration et l’accueil des réfugiés restent une des préoccupations constantes de la commission. « Nous intervenons régulièrement depuis que nous avons appris que les organes génitaux étaient examinés pour déterminer l’âge des mineurs non accompagnés. Il a heureusement été mis un terme à cette pratique scandaleuse », précise le président. « Nous déplorons l’internement de ces jeunes en centre de rétention et (...) et la composition plus que douteuse d’une commission d’évaluation de l’intérêt supérieur des mineurs non accompagnés. Nous avons mis les points sur les i, mais nous allons devoir recommencer. » La CCDH travaille sans relâche pour que les droits humains et les valeurs qu’ils représentent – « dont la pierre d’achoppement est celle de la dignité rattachée à tout être » – restent des principes non négociables.

Sophie Kieffer